

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2532>

Terrorisme : Paris au coeur de la lutte

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : jeudi 14 septembre 2006

Spyworld Actu

Un haut fonctionnaire confirme l'existence dans la capitale d'une agence de lutte contre le terrorisme regroupant six pays.

La France abrite une cellule commune d'agents des services secrets de six pays, dont les Etats-Unis et la France, destinée à lutter contre l'islamisme radical, reconnaît pour la première fois un haut fonctionnaire de la police dans un entretien, mardi 12 septembre, à Radio France. "C'est un dispositif opérationnel d'échanges et de mise en commun d'un certain nombre d'éléments, qui permettent d'améliorer l'efficacité des services qui y participent", déclare Christophe Chaboud, patron de l'Unité de coordination de la lutte contre le terrorisme (Uclat), dans une interview réalisée vendredi dernier par RFI et diffusée mardi par France Info. L'existence de cette cellule baptisée "Alliance base" a été mise au jour par la presse américaine en 2005. Travaillant aussi avec des agents de l'Allemagne, du Canada, d'Australie, et de Grande-Bretagne, elle serait installée à l'Ecole militaire et aux Invalides, dans le VII^e arrondissement de Paris.

Depuis 2002

Dirigée par un officier français, elle a pour but de partager les renseignements sur les activistes islamistes et de les "neutraliser".

Créée alors que la gauche était au pouvoir à Paris en 2002, elle a continué à travailler sous le gouvernement de droite et surtout après le début, en 2003, du conflit en Irak, qui avait ouvert une crise diplomatique entre Paris et Washington. Les résultats éventuels ne sont pas connus. "Il y a eu des résultats positifs, quelques-uns, mais très significatifs", assure Christophe Chaboud. La presse américaine a cité l'exemple de l'Allemand Christian Ganczarski, arrêté à l'aéroport de Roissy en juin 2003 et écroué depuis. Il est présenté comme un important responsable de la mouvance islamiste internationale et c'est Alliance base qui aurait permis sa "neutralisation" judiciaire.

Post-scriptum :

<http://permanent.nouvelobs.com/etra...>